

Bulletin d'histoire politique

L'emploi de la bombe atomique contre le Japon en 1945: un aperçu du débat historiographique

Bernard Lemelin



Volume 4, numéro 4, été 1996

Histoires du monde : Allemagne, Japon, Italie, États-Unis, France

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063562ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063562ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemelin, B. (1996). L'emploi de la bombe atomique contre le Japon en 1945: un aperçu du débat historiographique. *Bulletin d'histoire politique*, 4(4), 21–33.
<https://doi.org/10.7202/1063562ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

L'EMPLOI DE LA BOMBE ATOMIQUE CONTRE LE JAPON EN 1945: UN APERÇU DU DÉBAT HISTORIOGRAPHIQUE

Bernard Lemelin

*Département d'histoire
Université Laval*

L'année 1995, comme nous le savons, a marqué le 50^e anniversaire de l'utilisation de l'arme atomique contre le Japon. C'est en effet le 6 août 1945 que les États-Unis larguèrent une première bombe sur Hiroshima, puis une seconde sur Nagasaki trois jours plus tard. À n'en point douter, il s'agit là d'événements difficiles à banaliser, comme en font foi les propos de l'historien Paul Baker: «Among the significant historical events of the twentieth century few surpass in dramatic impact and long-range importance the dropping of the two atomic bombs on Japan in the summer of 1945. The world at large was suddenly notified that a new era of human history had opened... [T]he atomic age had begun¹.»

La question des motifs de l'emploi de cette arme, que le secrétaire à la Guerre du président Harry S. Truman a qualifié sans ambages «the most terrible weapon ever known in human history²», a donné lieu à diverses interprétations au sein de la communauté historique américaine. Ainsi, d'aucuns estiment que le recours à l'arme atomique, approuvé alors largement par l'opinion publique³, s'inscrit essentiellement dans la volonté du président Truman et de ses conseillers, conscients de la résistance opiniâtre des combattants nippons, de sauver des vies américaines. D'autres historiens, par contre, font valoir que l'engin terrifiant au coût colossal⁴ a été utilisé avant tout, non pas pour des motifs militaires, mais pour des considérations d'ordre diplomatique. En effet, selon eux, il appert que les dirigeants américains de l'époque sont surtout mus par l'intention d'impressionner l'Union soviétique et de rendre cette dernière un peu plus malléable dans le dossier de l'Europe de l'Est. Quelques-uns, enfin, soutiennent que le désir de venger l'attaque de Pearl Harbor de 1941, de même que le racisme prévalant au sein de la société américaine, constituent des éléments d'explication non négligeables.

Cet article vise à faire le point sur ce débat historiographique qui existe aux États-Unis depuis 1945: rendre compte de son évolution, cerner l'argumentation des principaux intervenants en présence et identifier, à la lumière des études les plus récentes, ce qui paraît être la thèse la plus plausible, tels sont les objectifs ici privilégiés.

«The only possible decision»

«Nous l'avons utilisée pour raccourcir l'agonie de la guerre, pour sauver des milliers et des milliers de vies de jeunes Américains⁵», telles sont les paroles prononcées par le président Truman le 9 août 1945 pour justifier l'utilisation de la bombe atomique contre le Japon⁶. Incidemment, après ses années à la présidence, le politicien originaire du Missouri ne manquera pas de réitérer un tel discours: «I made what I believed to be the only possible decision... It was a terrible decision. But I made it. And I made it to save 250,000 boys from the United States, and I'd make it again under similar circumstances⁷.»

Ces quelques extraits expriment bien l'idée principale qui est à la base de l'interprétation traditionnelle. De fait, les tenants de cette école de pensée s'accordent à dire que le recours à la bombe atomique en août 1945 s'avère un acte militaire légitime ayant pour objectif d'abrégé le combat et de sauver, par voie de conséquence, des vies américaines.

L'historien Louis Morton, dans un article de 1957 paru dans *Foreign Affairs*, représente bien ces vues. S'il reconnaît le caractère on ne peut plus précaire du Japon sur le plan militaire au printemps de 1945, il souligne que la lutte finale pour venir à bout de celui-ci ne s'annonçait guère facile pour les Américains: «Though defeated in a military sense, Japan showed no disposition to surrender unconditionally. And Japanese troops had demonstrated time and again that they could fight hard and inflict heavy casualties even when the outlook was hopeless⁸.»

Toutefois, le plus ardent défenseur de cette interprétation est sans contredit Herbert Feis. Dans une étude de 1961 intitulée *Japan Subdued: The Atomic Bomb and the End of the War in the Pacific*, qualifiée de «first scholarly treatment of the subject based on extensive research in primary sources⁹», l'auteur allègue que l'emploi de la bombe atomique, bien que non essentiel pour mettre fin à la guerre, est pleinement justifié, compte tenu de la conviction des dirigeants de Washington «that dropping the bomb would save “probably tens of thousands” of American lives¹⁰». C'est que ceux-ci, connaissant la résistance farouche des combattants japonais, appréhendent alors les coûts humains d'une éventuelle invasion de l'archipel nippon, «invasion» jugée nécessaire par plusieurs militaires «convinced that final victory...

could only be achieved on land¹¹». L'administration Truman n'est pas sans savoir, à titre d'exemple, que la conquête d'Iwo Jima à l'hiver de 1945, îlot sis à 700 milles du Japon¹², a fait près de 5000 victimes chez les fusiliers marins, que celle d'Okinawa au printemps de la même année a entraîné vers la mort plus de 11 000 soldats américains¹³.

Dans une réédition de son ouvrage en 1966, Herbert Feis revient à la charge sur ces motivations animant le gouvernement américain en août 1945:

Their reckoning, I believe the record clearly indicates, was governed by one reason deemed paramount: that by using the bomb the agony of war might be ended most quickly and lives be saved. It was believed with deep apprehension that many thousands... of lives of Allied combatants would have to be spent in the continuation of our air and sea bombardment and blockade, victims mainly of Japanese suicide planes... Since the desperate kamikaze attacks began, suicide planes had sunk 34 American ships, including 3 aircraft carriers... During the Okinawa campaign alone, 16 of our ships had been sunk and 185 damaged¹⁴.

Fait à noter, l'historien justifie sans détour la décision d'employer une seconde bombe sur Nagasaki: «the records of happenings within Japanese ruling circles during the few days between Hiroshima and Nagasaki foster the impression that if the second bomb had not been dropped, the Japanese rulers would have delayed, perhaps for some weeks, the response which was preliminary to capitulation¹⁵».

Cela dit, les vues progouvernementales de Herbert Feis sur la question de la bombe atomique, contrastant singulièrement avec celles tenues quelques années auparavant par le journaliste Hanson Baldwin¹⁶, n'étonnent pas. En effet, l'auteur de *Japan Subdued* a servi à titre d'expert économique du département d'État pour la période s'étalant de 1931 à 1943¹⁷ avant d'agir comme conseiller spécial auprès du secrétaire de la Guerre en 1944-1946 et d'accéder au «State Department Policy Planning Staff» en 1950-1951¹⁸. Il va de soi que de tels antécédents aident à comprendre sa position et peuvent expliquer pourquoi ses autres écrits sur la politique étrangère américaine tendent à défendre le comportement de la Maison-Blanche. À preuve sa monographie sur l'émergence de la guerre froide *From Trust to Terror: The Onset of the Cold War, 1945-1950* publiée en 1970 qui dédouane le président Truman et se révèle un réquisitoire contre le comportement diplomatique de l'Union soviétique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale¹⁹.

«The bomb would make Russia more manageable in Europe»

Tous les historiens ne pensent pas comme Herbert Feis: certains d'entre eux, ainsi que nous l'avons évoqué, minimisent les considérations militaires dans les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki et mettent plutôt l'accent sur les motifs politiques qui seraient inhérents à ces décisions d'août 1945. En fait, ces historiens, qualifiés de «révisionnistes», soutiennent que le gouvernement Truman a sciemment pratiqué une «diplomatie atomique», c'est-à-dire qu'il aurait profité du monopole de la bombe pour tenter d'obtenir des avantages politiques²⁰ face au rival soviétique.

Si les écrits de P. M. S. Blackett (*Military and Political Consequences of Atomic Energy*) et Carl Marzani (*We Can Be Friends*) insistent respectivement dès 1948 et 1952 sur ce type d'explication²¹, force est de constater que cette interprétation n'est vraiment popularisée qu'en 1965 avec la parution de l'ouvrage *Atomic Diplomacy: Hiroshima and Potsdam* de l'historien Gar Alperovitz:

His book received far more attention and stirred far greater discord than earlier works that had argued along the same lines, in part because he drew from recently opened sources to reconstruct events in unprecedented detail, in part because of growing uneasiness about the conduct of U.S. foreign policy in Vietnam, and in part because of the emerging scholarly debate over the origins of the Cold War²².

Au dire de Alperovitz, la volonté de défaire militairement le Japon ne constitue à l'été de 1945 qu'un motif subsidiaire dans l'emploi de la bombe d'Hiroshima: cette dernière, à l'instar de celle de Nagasaki²³, a été larguée avant tout pour impressionner l'Union soviétique²⁴. Selon lui, Truman et ses conseillers perçoivent assez vite la bombe comme un instrument diplomatique pouvant être employé pour contrecarrer les ambitions de Moscou en Asie et en Europe de l'Est²⁵. Particulièrement révélatrices à cet égard sont les paroles de mai 1945 de James Byrnes, alors représentant personnel de Truman²⁶, à l'effet que «the bomb would make Russia more manageable in Europe²⁷». Cette perception, confortée par l'essai atomique fructueux d'Alamogordo du 16 juillet²⁸, expliquerait la nette fermeté du président démocrate, lors de la conférence de Potsdam, dernière rencontre de la Seconde Guerre mondiale réunissant les Trois Grands. Au cours de celle-ci, s'étalant du 17 juillet au 2 août, Truman aurait délibérément durci le ton face à son homologue soviétique, d'où l'échec complet de la conférence²⁹ et sa responsabilité importante dans l'avènement de la guerre froide. En témoignent l'exigence du leader de la Maison-Blanche de la modification de la

composition des gouvernements bulgare et roumain³⁰, de même que son intention d'évincer à toutes fins utiles l'URSS de l'éventuel processus d'occupation et de reconstruction du Japon³¹. Concernant ce dernier aspect, il est clair que l'utilisation de la bombe quelques jours plus tard allait permettre la concrétisation d'une telle volonté. Fait non moins important, le recours à l'arme atomique offrait aussi l'avantage, du moins croyait-on à Washington depuis le mois de mai, d'éviter un déferlement de l'Armée rouge en Mandchourie, dans la mesure où l'engin terrifiant allait hâter la fin de la guerre contre le Japon³². Dans cette optique, l'emploi de la bombe sur Hiroshima le 6 août, soit deux jours avant l'entrée en guerre pressentie de l'Union soviétique contre l'empire nippon³³, n'est certes pas une coïncidence.

Somme toute, le Truman dépeint par Alperovitz apparaît comme un président qui, influencé par la perspective d'obtention d'une arme puissante, a fait fi des accords de Yalta³⁴ et a abandonné du même coup l'attitude conciliante de Franklin D. Roosevelt vis-à-vis de l'URSS, et ce, dans le but d'éliminer ou de réduire l'influence de cette dernière sur le vieux continent et de forcer ainsi «Soviet acquiescence to American plans for Eastern and Central Europe³⁵». En font foi notamment, peu après son accession à la Maison-Blanche, sa déclaration à l'effet qu'il n'entend faire aucune concession à l'URSS³⁶, sa condamnation des actions de cette dernière en Pologne³⁷ et sa décision de mettre fin à l'aide militaire et économique à Moscou³⁸.

Incidentement, l'étude d'Alperovitz, rééditée et mise à jour en 1985³⁹, a reçu un accueil plutôt favorable de la part de certains historiens dans les années 1970. C'est spécialement le cas de Lisle Rose et de Martin Sherwin qui, en dépit de divergences avec l'auteur de *Atomic Diplomacy*, ont corroboré quelques-unes de ses conclusions. Ainsi, le premier, dans *Dubious Victory: The United States and the End of World War II* (1973), estime lui aussi que le gouvernement Truman a cherché en 1945 à exploiter son monopole atomique afin d'obtenir des avantages diplomatiques de l'Union soviétique⁴⁰. Quant au second, il reconnaît dans son étude *A World Destroyed: The Atomic Bomb and the Grand Alliance* (1975) que «high-level officials viewed the bomb as a political weapon that could provide diplomatic leverage⁴¹».

Motifs militaires ou considérations diplomatiques?

Cette brève revue du débat historiographique étant complétée, il nous incombe maintenant, conformément à ce qui a été annoncé en introduction, de tenter d'identifier l'interprétation la plus plausible. À notre avis, la thèse traditionnelle, c'est-à-dire celle qui explique avant tout le recours de la

bombe atomique par la volonté de sauver des vies américaines, doit être privilégiée, même s'il apparaît clairement que l'administration Truman a exagéré les pertes anticipées qui auraient découlé d'une invasion du Japon⁴². En fait, nous croyons que l'élément fondamental d'explication à la base des décisions d'août 1945 réside dans des motifs militaires.

Bien sûr, la situation du Japon est peu reluisante sur le plan militaire en août 1945. Mais comme l'affirme Louis Morton, «defeat did not mean that the military clique had given up⁴³» et il serait erroné de penser que la capacité militaire de l'Empire du Soleil Levant est alors réduite à néant: «Although 2550 kamikaze planes had been expended, there were 5350 of them still left, together with as many more ready for orthodox use and some 7000 under repair or in storage; and 5000 young men were training for the Kamikaze Corps... Japan had plenty of ammunition left; the U.S. Army after the war found thousands of tons holed up in Hokkaido alone⁴⁴.» On peut dès lors comprendre toute l'appréhension des dirigeants américains face à une éventuelle invasion de l'archipel nippon, d'autant que ceux-ci ne sont pas sans savoir «that the word "capitulation" could not be found in a Japanese military dictionary⁴⁵». Ces réalités permettent de saisir pourquoi maints historiens, ayant abordé récemment la question, ne remettent pas en question le bien-fondé de la motivation officielle du gouvernement Truman (la sauvegarde de vies américaines)⁴⁶. À titre d'exemple, ces propos de 1992 de l'historien David McCullough, faisant référence à l'année 1945, sont très évocateurs:

[I]n the three months since Truman took office, American battle casualties in the Pacific were nearly half the total from three years of war in the Pacific. The nearer victory came, the heavier the price in blood... During the whole war, not a single Japanese unit had surrendered... Japan had some 2.5 million regular troops on the home islands, but every male between the ages of fifteen and sixty, every female from seventeen to forty-five, was being conscripted... [H]ow could a President... answer to the American people if when the war was over, after the bloodbath of an invasion of Japan, it became known that a weapon sufficient to end the war had been available by midsummer and was not used⁴⁷?

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la démonstration de la thèse de Gar Alperovitz a soulevé beaucoup de controverses et suscité de vives réprobations de la part de plusieurs historiens de renom, tel Arthur Schlesinger Jr.⁴⁸. Toutefois, l'assaut le plus cinglant est certes venu de Robert Maddox qui, dans un article de 1973, en est venu à clamer son indignation de ce que «such a work... could have come to be considered a contribution to the historical literature on the period⁴⁹». C'est que Maddox a mis en relief

certaines failles et irrégularités dans la démarche méthodologique de l'auteur de *Atomic Diplomacy* qui minent la crédibilité de son interprétation. L'historien relève notamment les quelques anachronismes d'Alperovitz⁵⁰, de même que son usage souvent fautif des citations. Sur ce dernier point, Maddox note entre autres ses fréquentes omissions de mots clés⁵¹ et sa propension à ne voir dans ses sources que ce qu'il veut bien voir pour étayer ses vues⁵².

Qui plus est, l'examen de l'ouvrage d'Alperovitz montre que ce dernier tend parfois à occulter les éléments intérieurs influençant le processus de décision en politique étrangère⁵³ et il est pour le moins révélateur qu'un historien révisionniste comme Barton Bernstein, auteur de nombreuses études critiques sur la politique étrangère américaine au XX^e siècle⁵⁴, ait pris ses distances vis-à-vis de l'interprétation d'Alperovitz. En effet, Bernstein, dans un article de 1975, a minimisé le rôle des considérations diplomatiques dans le recours à l'arme atomique d'août 1945⁵⁵.

Tout cela ne signifie pas pour autant que l'interprétation révisionniste doit être rejetée du revers de la main. En fait, bien que l'emploi de la bombe atomique s'explique fondamentalement par des raisons militaires, des considérations diplomatiques peuvent néanmoins, ainsi que nous l'avons laissé entendre, en expliquer la date d'utilisation. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'historiographie récente n'évacue nullement ce type d'élément explicatif. L'historien Gregg Herken rend compte de cet état de fait quand il souligne que «[r]esponsible traditional as well as revisionist accounts of the decision to drop the bomb now recognize that the act had behind it both an immediate military rationale regarding Japan and a possible diplomatic advantage concerning Russia⁵⁶». Il en est de même pour Robert Maddox:

To say that Truman used the bombs to save American lives is not to imply that he and the men around him were unmindful of the implications nuclear weapons would have on world affairs and on relations with the Soviet Union in particular... The possibility of using America's nuclear advantage in the short run to secure other goals naturally appealed to politicians frustrated by what they regarded as Russia's obstructive behavior⁵⁷.

De la même manière, nous croyons que la volonté de venger l'attaque japonaise de 1941 sur Pearl Harbor, «the greatest naval disaster in American history⁵⁸», bien que ne s'avérant pas une motivation clé du geste des États-Unis d'août 1945, constitue un facteur d'explication non négligeable. Il faut savoir qu'une myriade de citoyens américains «never forgot or forgave that disaster⁵⁹». Un communiqué de la Maison-Blanche du 6 août 1945, visant à justifier l'action des États-Unis, ne manque d'ailleurs pas de faire état de «l'attaque ignominieuse» perpétrée quelques années auparavant par Tokyo:

«The Japanese began the war from the air at Pearl Harbor. They have been repaid manyfold⁶⁰.» Quelques jours plus tard, Truman revient à la charge en soulignant que la bombe a été employée «against those who attacked us without warning at Pearl Harbor⁶¹». De même, il va de soi que le racisme dont la société américaine était imprégnée doit aussi être pris en considération. À vrai dire, malgré le fait que le sentiment antijaponais commence à poindre inexorablement aux États-Unis dès la fin du XIX^e siècle, les années de la Seconde Guerre mondiale entraînent l'attisement de celui-ci comme en font foi les propos de l'historien Ronald Takaki : «[T]he United States was defining the Japanese enemy as demons, savages, subhumans and beasts. Comic books portrayed the Japanese as "loathsome buck-toothed little yellow savages"... In July [1945], *Time* magazine declared: "The ordinary unreasoning Jap is ignorant. Perhaps he is human. Nothing... indicates it"⁶².»

Au demeurant, plusieurs éléments entrent en ligne de compte pour bien comprendre l'emploi de la bombe atomique contre le Japon il y a plus de 50 ans. Une décision qui a fait plus que diviser la seule communauté historique aux États-Unis, si nous en jugeons par la polémique de 1995 entourant l'annulation d'une exposition sur le bombardement d'Hiroshima au musée de l'air et de l'espace de Washington⁶³...

Notes

Nous tenons à remercier les évaluateurs anonymes du *Bulletin d'histoire politique* qui ont judicieusement commenté la première version du texte.

1. Paul R. Baker, dir., *The Atomic Bomb: The Great Decision*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1968, p. 1. Au chapitre des pertes humaines, il appert que le bombardement du 6 août aurait fait instantanément un minimum de 78 000 victimes japonaises comparativement à 60 000 pour celui de Nagasaki (Richard S. Kirkendall, dir., *The Harry S. Truman Encyclopedia*, Boston, G. K. Hall & Co., 1989, p. 14). Il est à noter que 20 Américains, détenus à Hiroshima comme prisonniers de guerre, ont également péri le 6 août 1945 (Gregg Herken, *The Winning Weapon: The Atomic Bomb in the Cold War, 1945-1950*, Princeton, Princeton University Press, 1988, p. 3).
2. Louis Morton, «The Decision to Use the Atomic Bomb», *Foreign Affairs*, vol. 35, n° 2, janvier 1957, p. 336.
3. Paul Boyer, «"Some sort of peace": President Truman, the American people, and the atomic bomb», dans Michael J. Lacey, dir., *The Truman presidency*, New York, Woodrow Wilson International Center for Scholars and Cambridge University Press, 1989, p. 182.
4. De souligner l'historien Robert Schulzinger : «Produced by the Manhattan Project... the atomic bomb represented three years of work by approximately one hundred twenty thousand people at a cost of \$2 billion», dans Robert D. Schulzinger, *American Diplomacy in the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 197.
5. Claude Delmas, *La bombe atomique*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1985, p. 120.
6. La volonté de Truman de sauver des vies américaines est également perceptible dans une lettre en provenance de Potsdam qu'il adresse à sa femme le 18 juillet, soit après que

Staline lui eut confirmé l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon dès le 15 août: «I'll say that we'll end the war a year sooner now, and think of the kids who won't be killed! That is the important thing», Robert H. Ferrell, dir., *Dear Bess: The Letters from Harry to Bess Truman, 1910-1959*, New York, W. W. Norton & Company, 1983, p. 519.

7. Margaret Truman, dir., *Where the Buck Stops: The Personal and Private Writings of Harry S. Truman*, New York, Warner Books, 1989, p. 206. Fait à signaler, dans ses Mémoires publiés en 1955, Truman avait mentionné que sa décision d'employer la bombe atomique avait plutôt permis de sauver la vie de 500 000 soldats américains (Harry S. Truman, *Memoirs*, vol. I: *Year of Decisions*, New York, Doubleday & Company, Inc., 1955, p. 417). Des études récentes tendent à montrer que ces chiffres de 500 000 et 250 000 avancés par Truman ont été nettement exagérés ainsi qu'en font foi les propos de 1995 de l'historien Gar Alperovitz, «Hiroshima: Historians Reassess», *Foreign Policy*, n° 99, été 1995, p. 25: «Over the last decade, scholars of very different political orientations, including Barton Bernstein, Rufus Miles Jr., and John Ray Skates, have all separately examined World War II U.S. military planning documents on this subject. These documents indicate that if an initial November 1945 landing on Kyushu had gone forward, estimates of the number of lives that would have been lost (and therefore possibly saved by use of the atomic bombs) were in the range of 20,000 to 26,000. In the unlikely event that a subsequent full-scale invasion had been mounted in 1946, the maximum estimate found in such documents was 46,000.»
8. Louis Morton, *op. cit.*, p. 339. Incidemment, dans un article paru en 1975, l'historien Barton Bernstein, «Roosevelt, Truman, and the Atomic Bomb, 1941-1945: A Reinterpretation», *Political Science Quarterly*, vol. 90, n° 1, printemps 1975, p. 53, a montré que Truman pouvait difficilement passer outre à la politique de reddition inconditionnelle de son prédécesseur à la Maison-Blanche qui irritait tant le Japon: «Truman, as a new president, was not comfortable in openly challenging Roosevelt's policy of unconditional surrender and modifying the terms. That was risky. It could fail and politically injure him at home. Demanding unconditional surrender meant fewer risks at home and, according to his most trusted advisers at times, fewer risks in ending the war speedily.»
9. J. Samuel Walker, «The Decision to Use the Bomb: A Historiographical Update», *Diplomatic History*, vol. 14, n° 1, hiver 1990, p. 98.
10. *Ibid.*
11. Thomas G. Paterson, dir., *Major Problems in American Foreign Policy: Documents and Essays*, vol. II: *Since 1914*, Lexington, D. C. Heath and Company, 1978, p. 242. Nous disons «plusieurs militaires», car Feis rapporte qu'une minorité croyait à cette époque que l'invasion du Japon n'apparaissait pas nécessaire pour l'obtention de sa reddition inconditionnelle. Ces individus firent valoir la situation désespérée prévalant alors dans ce pays: «Japan's ability to fend off our tremendous naval and air assaults was shattered. It seemed to them that the Japanese people, crowded in their small islands, with insufficient and destructible supplies of food and oil, would have to give in soon - unless bent on national suicide. Among those were Secretary of the Navy [James] Forrestal... and Admiral [William] Leahy and General [Carl] Spaatz, the Commander of our Strategic Air Force.»
12. Paul Boyer et al., *The Enduring Vision: A History of the American People*, vol. 2: *From 1865*, Lexington, D. C. Heath and Company, 1990, p. 966.
13. Claude Delmas, *op. cit.*, p. 115.
14. Herbert Feis, *The Atomic Bomb and the End of World War II*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 192.

15. *Ibid.*, p. 199. Quant à lui, l'historien Walter Smith Schoenberger, *Decision of Destiny*, Columbus, Ohio University Press, 1969, p. 304, affirme qu'un atterroisement du largage de cette seconde bombe était difficilement concevable: «Two [atomic bombs] were dropped in close temporal proximity to create the illusion that the United States had a stockpile of such weapons. Such action was morally justifiable since it aimed to save lives by shortening the war.»
16. En effet, dans *Great Mistakes of the War* (1950), Baldwin vitupère contre l'utilisation de la bombe atomique en août 1945 et fait valoir que l'arme terrifiante «may have shortened the war by a few days — not more», Hanson W. Baldwin, «The Strategic Need for the Bomb Questioned», dans Paul R. Baker, dir., *op. cit.*, p. 36.
17. Richard D. Burns, dir., *Guide to American Foreign Relations since 1700*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1983, p. 1150.
18. Herbert Feis, «The Great Decision: Pros and Cons», dans Paul R. Baker, dir., *op. cit.*, p. 40.
19. Jean Laroche, «Controverses sur l'origine et les causes de la guerre froide», *Études internationales*, vol. VI, 1975, p. 52.
20. Gregg Herken, *op. cit.*, p. 4.
21. J. Samuel Walker, *op. cit.*, p. 98.
22. *Ibid.*, p. 99.
23. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy: Hiroshima and Potsdam*, New York, Simon and Schuster, 1965, p. 241.
24. J. Samuel Walker, *op. cit.*, p. 99. Pour étayer ses vues, Alperovitz rapporte la conclusion d'un rapport de 1946 produit par la U.S. Strategic Bombing Survey selon laquelle le Japon aurait vraisemblablement capitulé avant le 1^{er} novembre 1945, «even if the atomic bombs had not been dropped, even if Russia had not entered the war, and even if no invasion had been planned or contemplated». Il est à noter toutefois que ce rapport, intitulé *Japan's Struggle to End the War*, repose sur des sources qui ne sont pas des plus fiables: «*Japan's Struggle* drew directly on the testimony of...[Prime Minister] Suzuki, and [Lord Keeper of the Privy Seal] Kido, augmented by the impressions of the "senior statesmen"... and other principal defendants in the Tokyo War Crimes Trial. Based on the views of men whose sole, overriding objective was to "preserve the national polity..."», defend the emperor, and obfuscate their own failures of leadership and judgment, *Japan's Struggle* translated the official Japanese version of the emperor's role in ending the war into the official American version», Herbert P. Bix, «Japan's Delayed Surrender: A Reinterpretation», *Diplomatic History*, vol. 19, n° 2, printemps 1995, p. 201.
25. J. Samuel Walker, *op. cit.*, p. 99.
26. Richard S. Kirkendall, dir., *op. cit.*, p. 41. Il deviendra secrétaire d'État en juillet de la même année.
27. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 242.
28. Rappelons que c'est dans le désert du Nouveau-Mexique, près d'Alamogordo, que survint la première explosion atomique devant le regard extasié de 250 savants et techniciens abrités dans des blockhaus (Claude Delmas, *op. cit.*, p. 103). Au dire de Henry Stimson, secrétaire à la Guerre de Truman, la nouvelle de cet essai concluant donna au chef de l'Exécutif «an entirely new feeling of confidence», dans Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 150.
29. Jean Laroche, *op. cit.*, p. 58.
30. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 202.
31. *Ibid.*, p. 191.

32. *Ibid.*, p. 239.
33. Lors de la conférence de Yalta, Staline s'était en effet engagé à faire entrer son pays en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation de l'Allemagne. Comme cette dernière rendit les armes le 8 mai, tout laissait croire aux dirigeants américains que l'Union soviétique déclarerait son état de belligérance dès le 8 août. C'est d'ailleurs ce qu'elle fit et le déclenchement de son offensive militaire survint le 9 (Claude Delmas, *op. cit.*, p. 121).
34. C'est à cette station balnéaire en bordure de la mer Noire que s'étaient réunis, en février 1945, Roosevelt, Churchill et Staline pour prendre d'importantes décisions relatives à la fin de la guerre.
35. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 13. Pour Alperovitz, *ibid.*, p. 235, un tel objectif d'exclusion de l'URSS en Europe de l'Est s'avère quelque peu chimérique: «the attempt to force Soviet withdrawal from Eastern Europe immediately after Hitler's invasion of Russia was an extremely difficult policy to implement».
36. *Ibid.*, p. 231.
37. J. Samuel Walker, *op. cit.*, p. 99.
38. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy...*, *op. cit.*, p. 230.
39. Cette «mise à jour» est toutefois modeste si l'on en juge par les commentaires de J. Samuel Walker, *op. cit.*, p. 105: «[A]fter considering the new evidence and interpretations of other scholars, Alperovitz altered his opinions of twenty years earlier very little. In fact, the only changes he said he would make in his first edition would be to place greater stress on Byrnes's role in atomic policymaking and to move material originally located in an appendix into the main body of text.»
40. *Ibid.*, p. 100.
41. *Id.* Sherwin, *A World Destroyed: The Atomic Bomb and the Grand Alliance*, New York, Alfred A. Knopf, 1975, p. 5, croit toutefois que les considérations diplomatiques, qui ne surpassent pas en importance les motifs militaires, étaient déjà présentes dans la pensée de l'illustre prédécesseur de Truman à la Maison-Blanche: «As the war progressed, the diplomatic implications of the weapon's development came steadily to the fore; recognizing that a monopoly on the atomic bomb would give the United States a powerful new military advantage after the war, Roosevelt and [the Secretary of War] Stimson became increasingly anxious to convert it into a diplomatic advantage. In December 1944 they spoke of using the «secret» of the atomic bomb as a means of obtaining a quid pro quo from the Soviet Union.»
42. J. Samuel Walker, «History, Collective Memory, and the Decision to Use the Bomb», *Diplomatic History*, vol. 19, n° 2, printemps 1995, p. 321 (voir en outre la note 7).
43. Louis Morton, *op. cit.*, p. 353.
44. Samuel Eliot Morison, «The Bomb and Concurrent Negotiations with Japan», dans Paul R. Baker, dir., *op. cit.*, p. 31-32. Quant à la piètre condition économique du Japon en 1945, Barton Bernstein, «Understanding the Atomic Bomb and the Japanese Surrender: Missed Opportunities, Little-Known Near Disasters, and Modern Memory», *Diplomatic History*, vol. 19, n° 2, printemps 1995), p. 253, souligne que cette donnée n'est pas bien connue des leaders américains de l'époque.
45. Robert J. C. Butow, *Japan's Decision to Surrender*, Stanford, Stanford University Press, 1954, p. 161. De dire récemment l'historien Robert Maddox, *Weapons for Victory: The Hiroshima Decision Fifty Years Later*, Columbia, University of Missouri Press, 1995, p. 146, à ce chapitre: «The proposition that the Japanese would have capitulated in June or July [1945] if only Washington had extended a promise about the emperor rests on

- the fallacy that this was the sole obstacle to peace. Far from it. The very idea of surrender was alien to the Japanese samurai tradition. To give in without a last-ditch struggle... was virtually unthinkable. This attitude was most widely held in the army, which unlike the shattered navy remained largely intact.»
46. C'est notamment le cas de H. William Brands, *The United States in the World*, vol. II, Boston, Houghton Mifflin Company, 1994, p. 178. Celui-ci, incidemment, juge quelque peu saugrenues certaines opinions de l'époque voulant que les États-Unis auraient d'abord dû employer la bombe atomique sur une île déserte pour signifier à des observateurs japonais ce qui attendait l'archipel nippon s'il n'y avait pas reddition de la part de leur gouvernement: «A panel of American government officials and scientists considered the suggestion but ultimately rejected it. There was no guarantee that a demonstration would convince Japanese observers that their government must surrender, and there was still less guarantee that Japanese observers would be able to convince the militarists who determined Japanese policy. Besides, the American atomic arsenal at this point consisted of only two bombs; to risk one on a possibly fruitless demonstration would be foolish», *ibid.*, p. 177-178.
 47. David McCullough, *Truman*, New York, Simon & Schuster, 1992, p. 437-439. Bien sûr, ce même McCullough nie que l'annonce de l'essai fructueux d'Alamogordo ait transformé Truman dans sa relation avec Staline lors de la conférence de Potsdam: «It would be the thesis of some historians that the atomic bomb figured importantly at Postdam as Truman's way of putting pressure on the Russians. But except for his private show of bolstered confidence after hearing [the favorable] report [from Alamogordo], Truman neither said nor did anything of consequence to support this theory and the whole idea would be vigorously denied by those who were present and witness to events», *ibid.*, p. 444.
 48. Robert James Maddox, «Atomic Diplomacy: A Study in Creative Writing», *Journal of American History*, vol. LIX, n° 4, mars 1973, p. 925.
 49. *Ibid.*, p. 934.
 50. *Ibid.*, p. 927-928.
 51. *Ibid.*, p. 928-929. Maddox relève un exemple probant à cet égard: «[An] instance of this practice can be seen in the author's conclusions about Truman's overall conduct toward the Soviet Union... "[t]he President's attitude," [Alperovitz] wrote, "is best summed up in the statement he made eight days after Roosevelt's death: He intended to be firm with the Russians and make no concessions...". The latter part of the quoted sentence, which Alperovitz left out, reads: "from American principles or traditions in order to win their favor". Truman did not say that he would make "no concessions" and, in the same paragraph, he alluded to the need for establishing relations on "a give-and-take basis".»
 52. *Ibid.*, p. 932.
 53. Jean Laroche, *op. cit.*, p. 58.
 54. Richard D. Burns, dir., *op. cit.*, p. 710, 819, 866.
 55. De dire Bernstein, «Roosevelt, Truman, and the Atomic Bomb, 1941-1945», *op. cit.*, p. 24, «Policy makers assumed that use of the bomb would help shape the world in a desirable mold: The bomb would impress the Soviets and make them more tractable. Contrary to some contentions, this consideration about the postwar world was not the controlling reason why the United States used the bomb. Rather, it was an additional reason reinforcing an earlier analysis. Ending the war speedily was the primary purpose; impressing the Soviet Union was secondary.»
 56. Gregg Herken, *op. cit.*, p. 4.

57. Robert James Maddox, *Weapons for Victory...*, *op. cit.*, p. 155.
58. Mark Lincoln Chadwin, *The Warhawks: American Interventionists Before Pearl Harbor*, New York, W. W. Norton & Company, Inc., 1968, p. 263.
59. Thomas G. Paterson, J. Garry Clifford et Kenneth J. Hagan, *American Foreign Policy: A History/since 1900*, Lexington, D. C. Heath and Company, 1983, p. 432.
60. Paul Boyer, «Some sort of peace»: President Truman, the American people, and the atomic bomb», dans Michael J. Lacey, dir., *op. cit.*, p. 176. D'un ton moins formel, Truman ajoute au même moment comme justification du recours à la bombe les atrocités commises durant la guerre par les combattants nippons.
61. David McCullough, *op. cit.*, p. 458.
62. Ronald Takaki, *Hiroshima: Why America Dropped the Atomic Bomb*, Boston, Little, Brown and Company, 1995, p. 73.
63. En effet, cette controverse a principalement opposé les historiens aux anciens combattants, ces derniers estimant que l'exposition projetée originellement, en faisant notamment état de l'abominable bilan de la première bombe atomique, risquait de les faire passer pour des criminels de guerre. L'exposition a été réduite à la seule présentation de l'Enola Gay, le bombardier qui lâcha la bombe fatale sur Hiroshima. Pour approfondir cette polémique, le lecteur peut consulter le *Journal of American History*, vol. 82, n° 3, décembre 1995.